

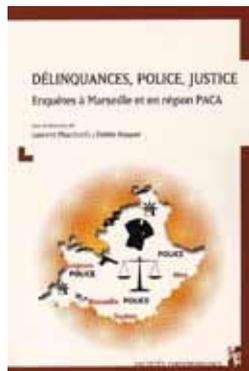
**Délinquances,  
police, justice**

Laurent Mucchielli  
et Emilie Raquet (dir.)

Presses universitaires  
de Provence, avril 2016  
242 pages, 25 €

De 2011 à 2015, l'Observatoire régional de la délinquance et des contextes sociaux (ORCDS) a mené une série de travaux sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont cet ouvrage présente une sélection sous une forme de synthèses d'études balayant un champ varié d'objets d'investigation. Les différents articles, de teneur variable, se centrent ainsi sur les stéréotypes et préjugés liés à la Provence comme terre supposée de violence, la victimisation et le sentiment d'insécurité sur l'agglomération ou dans deux campus universitaires marseillais, ou sur la réalité du trafic et des réseaux de drogue à partir de dossiers tirés d'une chambre du tribunal de grande instance de Marseille. Rigoureuses dans l'approche et l'exposé des outils et procédures méthodologiques utilisés, ces synthèses d'études permettent de déconstruire bien des représentations et de considérer ces phénomènes d'un regard plus informé. L'objet de ce livre ne s'arrête toutefois pas à la délinquance sous différents aspects, il intègre également des analyses critiques de politiques publiques telles que les zones de sécurité prioritaire (ZSP), des expérimentations locales innovantes de police de proximité ou la réparation pénale.

Écrit à plusieurs mains, mettant en perspective approches développées par universitaire, magistrat ou policier, ce livre témoigne de l'activité d'une institution originale. A cet égard, l'Observatoire, dont Laurent Mucchielli expose dans le détail l'histoire, les hypothèses de travail, les démarches et méthodes mises en œuvre et les stratégies partenariales pas toujours évidentes, constitue un outil



de vigilance citoyenne précieux. Rattaché directement à l'université, il a impliqué collectivités territoriales, équipes de recherche, universitaires et doctorants ainsi que des citoyennes et citoyens détenteurs de capacités d'expertise, et a contribué à l'objectivation de problématiques sociales locales très souvent objets de phantasmes et de manipulations politiciennes, en s'engageant dans des logiques de diagnostic et d'évaluation des politiques publiques, ceci en toute indépendance. Si la lecture de contributions quelquefois denses et très informées peut paraître un peu aride au néophyte, elle n'en demeure pas moins très utile à toutes celles et ceux qui s'intéressent au sujet.

**Jean-François Mignard,**  
secrétaire général de la LDH



**Tous rentiers !**

Philippe Askenazy  
Odile Jacob, février 2016  
224 pages, 22,90 €

Dans un court ouvrage (un peu plus de deux cents pages), l'auteur développe trois idées majeures qui lui permettent avec force de mettre en avant la nécessité de combattre l'économie et la société de rente : la double captation des rentes issues de la domination financière et de l'exploitation des salariés par un tout petit 1 % qui constitue les immensément riches ; la réhabilitation de tous ceux que l'on dit avoir – faussement et honteusement – disparus, les salariés les moins qualifiés, alors que leur utilité sociale est incontestable ; l'organisation, par le retour d'une certaine lutte des classes, de la mise en cause du « *propriétarisme* », c'est-à-dire la diffusion massive d'un modèle individualiste et donc très inégal. S'appuyant sur un appareil statistique bien choisi, Philippe Askenazy rappelle avec bonheur combien la répartition des richesses donne lieu à une polarisation

croissante des sociétés, entre une caste de privilégiés toujours plus avides et une immense masse de personnes qui vont des plus pauvres, à moins de deux dollars par jour, à une classe dite absurdement moyenne, qui gagne en une année ce que les plus riches, c'est-à-dire les plus prédateurs, gagnent en quelques heures par jour. Pour tenir le tout, il faut une superstructure idéologique qui fait le lien. Pour l'auteur, il s'agit du *propriétarisme*, qui donne l'illusion à tous que la possibilité existe pour chacun de s'en sortir par la possession d'un bien. Cela permet d'oublier que certains sont des « *figurants* », les petits épargnants, et les autres des gangsters, ceux qui créent de la valeur pour eux et les actionnaires.

L'auteur dit cependant qu'il ne faut pas se laisser au découragement. Car si ce capitalisme profite d'une double captation, celle des profits du marché financier et celle de l'extorsion de la valeur créée par les salariés, il en est instable. Car il n'est vainqueur que par défaut. Après l'effondrement du mur de Berlin et la chute du communisme réel, les forces – partis socialistes ou sociaux-démocrates, syndicats... – qui auraient pu s'opposer à son développement n'ont pas su ou pas voulu recomposer un corpus politique, économique et social cohérent.

Et si l'on redonne toute sa valeur au travail et si l'on recrée un programme de lutte, alors tout redevient possible, comme le montrent les irrptions, sur le devant de la scène, des nombreux laissés-pour-compte du « tout propriété ». Vive la sociale !

**Dominique Guibert,**  
membre du Comité  
central de la LDH